

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG/W/4**

27 juin 1996

(96-2465)

**Comité des accords commerciaux régionaux**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE DE COREE

La Mission permanente de la République de Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante datée du 20 juin 1996 et a demandé qu'elle soit distribuée à tous les Membres.<sup>1</sup>

### CONSEQUENCES SYSTEMIQUES DES ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX ET DES INITIATIVES REGIONALES POUR LE SYSTEME DE COMMERCE MULTILATERAL

#### Situation problématique

1. Au cours des 50 dernières années, les accords commerciaux régionaux et les initiatives régionales ont évolué d'une manière et dans une direction que les fondateurs du système de commerce multilatéral ne pouvaient pas prévoir. Sur le plan géographique, ces accords ont proliféré au point de gagner presque tous les Membres de l'OMC. Non seulement leur nombre a augmenté rapidement, mais leur portée s'est élargie. Leur objet a également changé: des préférences tarifaires, il est passé aux préférences non tarifaires. Cette évolution a inévitablement eu de graves conséquences pour le système de commerce multilatéral.

2. L'OMC devrait faire face à cette situation problématique en essayant de redéfinir ce que doit être la relation appropriée entre le régionalisme et le système de commerce multilatéral et de trouver des moyens qui permettent une harmonisation entre l'un et l'autre. Si nous voulons assurer une évolution saine du système de commerce multilatéral au cours du prochain millénaire, il nous faut nous atteler à cette tâche fondamentale sans plus tarder.

#### Conséquences systémiques

3. Les différents débats qui ont eu lieu à l'échelle multilatérale au sujet du régionalisme, notamment au cours du Cycle d'Uruguay, ont porté essentiellement sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT. Toutefois, ces débats étaient fondamentalement limités. Il était souvent difficile de s'entendre sur une interprétation claire de cet article, car, inévitablement, les conséquences qu'elle aurait eues auraient été préjudiciables pour les accords commerciaux régionaux existants. En outre, la seule interprétation

---

<sup>1</sup>Une note informelle ayant la même teneur que le présent document a été présentée par la délégation de la République de Corée lors de la réunion informelle que les Chefs de délégation ont tenue le 13 juin 1996 pour la préparation de la Conférence ministérielle de Singapour.

des règles existantes, conçues 50 ans auparavant et peu modifiées depuis lors, ne pouvait pas prendre en compte les changements fondamentaux intervenus dans la nature et la portée des accords commerciaux régionaux.

4. Ces changements fondamentaux exigent que nous élargissions notre horizon au-delà des règles existantes et que nous considérions d'un oeil neuf la validité du régime juridique de l'OMC pour ce qui est du régionalisme en vue de redéfinir la relation entre les accords commerciaux régionaux et le système de commerce multilatéral afin que les premiers soient alignés plus étroitement sur les objectifs du second. Cette nouvelle approche devrait avoir en permanence pour fil conducteur le principe fondamental du système de commerce multilatéral selon lequel les accords commerciaux régionaux devraient avoir pour objet "de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres Membres [de l'OMC] avec ces territoires".<sup>2</sup> Elle devrait être fondée, entre autres, sur le principe selon lequel un accord de commerce régional n'est pas un objectif en soi, mais plutôt un instrument transitoire conduisant finalement à "un système commercial multilatéral intégré, plus viable et durable".<sup>3</sup>

#### Objectifs pour Singapour

5. Etant donné l'importance cruciale de cette question, la première Conférence ministérielle de l'OMC devrait établir des lignes directrices pour guider les travaux du Conseil général et des autres organes compétents de l'OMC dans leur examen de la question du régionalisme.

6. A cet égard, les Ministres devraient réaffirmer leur profond attachement à la compatibilité des accords commerciaux régionaux avec le système de commerce multilatéral. A titre de première mesure concrète pour assurer cette compatibilité, ils devraient également s'engager à faciliter le processus d'examen des accords commerciaux régionaux auquel procède actuellement le Comité des accords commerciaux régionaux.

7. Toutefois, étant donné l'ampleur des problèmes que le régionalisme pose pour le système de commerce multilatéral, un simple engagement de principe en ce qui concerne la compatibilité des accords commerciaux régionaux avec le système de commerce multilatéral ne sera pas suffisant. La Conférence ministérielle devrait aller au-delà. Il importe que les Ministres donnent au Conseil général une orientation précise quant aux débats futurs sur les questions systémiques et l'autorisent à étudier les aspects fondamentaux de la question, à savoir les améliorations qui pourraient être apportées au régime juridique de l'OMC au sujet du régionalisme.

8. Les Ministres devraient donc charger le Conseil général d'entreprendre lui-même ou en recourant au Comité des accords commerciaux régionaux et aux autres organes compétents de l'OMC des programmes de travail spécifiques à exécuter au cours des deux prochaines années. Les résultats de ces travaux, notamment des recommandations appropriées, devraient être présentés à la deuxième Conférence ministérielle.

9. L'orientation à donner par les Ministres au Conseil général en ce qui concerne ses travaux sur le régionalisme en 1997-1998 pourrait être, entre autres, la suivante:

---

<sup>2</sup>Paragraphe 4, article XXIV du GATT de 1994.

<sup>3</sup>Préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.

- a) identifier les éléments du régionalisme qui peuvent être incompatibles avec les objectifs du système de commerce multilatéral (par exemple, ceux qui font un obstacle à la promotion des échanges entre les parties à des accords de commerce régionaux et les autres pays), notamment les obstacles non tarifaires, et explorer les moyens d'examiner ces éléments;
- b) chercher des moyens novateurs pour identifier les processus de libéralisation des échanges accompagnant des initiatives régionales afin de les incorporer dans le système de commerce multilatéral;
- c) examiner, à la lumière des changements importants intervenus dans l'environnement commercial mondial, la validité du régime juridique actuel de l'OMC qui se rapporte au régionalisme, et qui est défini à l'article XXIV du GATT de 1994 et à l'article V de l'AGCS.
- d) redéfinir, sur la base de ce qui précède, ce que devrait être la relation entre les accords commerciaux régionaux et le système de commerce multilatéral, et chercher les moyens qui permettraient de faire en sorte que le régionalisme complète et renforce les objectifs du système de commerce multilatéral; et
- e) présenter un rapport sur les résultats de ces travaux à la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC, comprenant des recommandations appropriées.